Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 5 au 11 février 2018

Rakhine

❖ Mouvement de populations et processus de rapatriement

→ Selon le ministère de l'intérieur birman, 788 Rohingyas se sont installés depuis le 4 février sur la plage près du village Gaw Du Tha Ra pour pouvoir partir en Bangladesh. Le ministère a aussi confirmé qu'entre le 30 janvier et le 3 février plus de 700 Rohingyas sont passés au Bangladesh.

→ Le ministre auprès du bureau du gouvernement de l'Union Thaung Tun a conduit une délégation le 6 février composée de diplomates des pays de la région (Bangladesh, Chine, Inde, Singapour, Thaïlande), du coordinateur résident des Nations Unies à Rangoun ainsi que de journalistes, pour une visite dans le township de Maungdaw afin d'inspecter les dispositions prises par le gouvernement pour le rapatriement de réfugiés.

→ Une délégation de diplomates et représentants des agences des Nations Unies conduite par le ministre de la coopération internationale, Kyaw Tin, s'est également rendue le 9 février dans le nord Rakhine pour visiter les deux centres d'accueil des rapatriés de Nga Khu Ya et Taung Pyo Letwe et le camp de transit de Hla Pho Kaung, dans le township de Maungdaw.

→ A l'occasion de la réunion des ministres des affaires étrangères des États membres de l'ASEAN à Singapour, le ministre des affaires étrangères de Singapour a relayé l'appel de l'ASEAN à un retour volontaire, rapide et sécurisé des réfugiés.

❖ Réactions de la communauté internationale

→ Huit pays, dont la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont demandé le 7 février 2018 au Conseil de sécurité des Nations unies de débattre du sort des centaines de milliers de Rohingyas réfugiés au Bangladesh. Une audition du Haut-Commissaire aux réfugiés Filipo Grandi par le Conseil de sécurité est prévue le 13 février.

→ L'ONG Amnesty International a déclaré que les autorités birmanes continuent d'opprimer les Rohingyas en les affamant.

❖ Incident mortel à Mrauk-U

→ Dans un communiqué du 6 février, le ministère de l'intérieur a déclaré que l'assassinat de Bo Bo Min Theik avait été commandité par le groupe armé rebelle *Arakan Army*, en représailles à son rôle dans l'interdiction de la commémoration de l'anniversaire de la chute du royaume d'Arakan.

→ Le porte-parole de ce groupe ethnique, Khaing Thukha, a rejeté les accusations du gouvernement mettant en cause la responsabilité de l'*Arakan Army* dans cet assassinat. Il a considéré que la déclaration du gouvernement constituait une tentative de « piéger » l'organisation.

→ Le parlementaire Aye Maung et l'écrivain Wai Han Aung ont été inculpés pour haute trahison par le tribunal du district de Sittwe le 9 février, selon leur avocat Mme Aye Nu Sein, suite à leur appel de soutien au groupe armé rebelle *Arakan Army*.

❖ Révélations de fosses communes par l'agence *Associated Press*

→ Le gouvernement de l'État Rakhine a soumis au Procureur général de l'Union un projet de poursuite judiciaire à l'encontre de l'agence *Associated Press* pour son reportage « fallacieux » sur l'existence de 5 fosses communes dans le village de Gu Tar Pyin, dans le township de Buthidaung.

❖ Massacre d'Inn Din

→ Le porte-parole du bureau du Président, Zaw Htay, a annoncé la mise en place d'une cour martiale pour enquêter sur l'implication présumée de 7 soldats dans le massacre de 10 Rohingyas à Inn Din.

→ Trois officiers de police ainsi que 6 civils font également l'objet d'une enquête pour leur participation présumée.

→ Zaw Htay a tenu à préciser que cette action du gouvernement à l'encontre des personnels des forces de sécurité est fondée sur les résultats de l'enquête menée par l'armée et n'a aucun lien avec le reportage de l'agence Reuters.

Processus de paix et minorités ethniques

❖ Affrontements armés

→ Plus de 150 habitants du township de Kukkai ont dû fuir leur village à cause des affrontements entre le groupe ethnique armé *Ta'ang National Liberation Army* et l'armée birmane.

→ À l'occasion d'une manifestation le 5 février à Myitkyina, des milliers de résidents de l'Etat Kachin ont appelé le gouvernement à ouvrir l'accès aux organisations humanitaires et à secourir les personnes bloquées dans les conflits entre l'armée et la *Kachin Independence Army (KIA)*.

→ Selon le chef du parti *Lisu National Development Party* basé à Myitkyina, 21 personnes, dont 19 membres de l'ethnie Lisu, un Shan et une personne d'une ethnie tierce, auraient été kidnappées par la KIA le 28 janvier. Ce parti a demandé à la KIA de libérer les 19 Lisu.

→ L'armée a exigé de la *Kachin Independence Organization*, lors d'une rencontre organisée à Tarli dans la province du Yunnan le 1er février dernier avec la médiation chinoise, le retrait de ses troupes de ses positions dans le township de Tanai, dans le Kachin, au risque de les voir détruites.

❖ Signature de l'accord de cessez-le-feu

→ Le gouvernement a annoncé le 5 février que les deux groupes ethniques *New Mon State Party* et *Lahu Democratic Union* signeront l'accord national de cessez-le-feu le 13 février à Nay Pyi Taw.

→ Le gouvernement a décidé le 11 février de retirer ces deux groupes de la liste noire des associations illégales.

❖ Fusion de 4 partis politiques de l'État Kayin

→ Quatre partis politiques de l'État Kayin ont fusionné avec le Karen National Democratic Party (KNDP), avec l'accord de la commission électorale de l'Union, selon le vice-président du KNDP, Aung Pyi Soe.

Situation intérieure

❖ Procès de deux journalistes de l'agence *Reuters*

→ A l'occasion de leur comparution au tribunal le 6 février, les deux journalistes birmans de l'agence *Reuters* ont affirmé que les documents qu'ils avaient signés lors de leur garde à vue contenaient beaucoup d'erreurs factuelles et qu'ils avaient dû le faire sous la contrainte et la menace.

→ Le témoin présenté par la police, le sous-lieutenant Tin Htwe Oo, a par ailleurs déclaré à l'audience qu'il avait brûlé ses notes prises lors de l'arrestation.

❖ Assassinat de Ko Ni

→ L'avocat du meurtrier de Ko Ni a déclaré à la presse que Kyi Lin avait fait l'objet de menaces sur sa famille par un dénommé Myint Swe pour commettre l'assassinat. L'accusé affirme ne pas connaître le cerveau de cette affaire.

→ La police a lancé une traque des 4 individus qui se sont présentés au procès des accusés dans l'assassinat de l'avocat Ko Ni pour les soutenir, vêtus de T-shirts portant un message de menaces.

❖ Manifestations étudiantes

→ Le directeur général du département des études universitaires du ministère de l'éducation, Thein Win, a informé que tous les étudiants expulsés seront acceptés à nouveau par l'université.

Relations extérieures

❖ Voyage du commandant en chef des forces armées à Singapour

→ Le commandant en chef des forces armées s'est déplacé à Singapour du 6 au 11 février pour assister au salon de l'aéronautique Singapore *Airshow 2018*.

❖ Relations avec le Japon

→ Kentaro Sonoura, conseiller spécial du premier ministre japonais pour la sécurité nationale a, dans une interview accordée au quotidien *Global New Light of Myanmar* durant sa visite les 7 et 8 février, confirmé le maintien par le Japon de sa coopération de défense avec la Birmanie, en dépit des critiques de la communauté internationale de la gestion par les autorités de la crise du Rakhine.

❖ Soutien de l'Indonésie

→ A l'occasion de la rencontre entre le ministre des affaires sociales, Win Myat Aye, et l'ambassadeur indonésien en Birmanie, ce dernier a affirmé le soutien de son pays à la Birmanie dans ses efforts de résolution de la crise du Rakhine et qualifié l'accusation de génocide d'injuste.

❖ Visite de Boris Johnson en Birmanie

→ Le ministre des affaires étrangères britannique Boris Johnson s'est entretenu avec Aung San Suu Kyi le 11 février à Nay Pyi Taw sur la crise du Rakhine, notamment de la nécessité d'autoriser une « enquête approfondie et indépendante » sur les violences dans le nord Rakhine, et du processus de rapatriement. Il s'est également rendu dans le nord Rakhine notamment dans le village de Pantaw Pyin Village à majorité musulmane et à Taung Pyo Letwe.

❖ Soutien des États membres de l'ASEAN

→ Les ministres des affaires étrangères des États membres de l'ASEAN ont exprimé leur soutien au programme d'aide humanitaire en faveur de toutes les populations du Rakhine et salué l'accord bilatéral de rapatriement des réfugiés conclu entre la Birmanie et le Bangladesh.

Environnement

❖ Reforestation de mangroves

→ La fondation *Worldview International* a engagé un projet pilote de reforestation des mangroves dans la région de Rangoun, à l'aide de drones, avec pour objectif la plantation de 150 000 arbustes dans l'année.

Économie

❖ Secteur bancaire

→ Les banques birmanes rencontrent des difficultés pour mettre en œuvre la nouvelle règlementation imposée par la banque centrale de Birmanie en juillet 2017 en accord avec les standards internationaux, en raison du ralentissement économique.

❖ Couloir économique sino-birman

→ Dans une tribune, l'ambassadeur de Chine en Birmanie, Hong Liang, a affirmé que la Chine envisageait toujours de construire avec la Birmanie un couloir économique depuis la province du Yunnan jusqu'au Rakhine afin de renforcer les investissements commerciaux.

❖ Gaz naturel liquéfié

→ 4 projets d'importation de gaz naturel liquéfié ont été approuvés dont celui de Total et Siemens qui construiront une unité de re-gazéification d'une capacité de 1 230 MW à Kan Pauk.

❖ Construction d'un aéroport dans le Chin

→ Faisant suite à la visite du vice-président Henry Van Thio le 5 février dernier, le gouvernement a décidé de construire un deuxième aéroport dans l'État Chin à Thantlang, selon le directeur général adjoint de l'aviation civile Ye Htut Aung.

Crédit caricature : The Irrawaddy

Cette caricature fait référence au procès des accusés de l'assassinat de l'avocat Ko Ni soutenus par trois nationalistes.

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.